

### **Juillet 2007 - Réforme des universités (loi LRU)**

Peu après la rentrée 2007, un mouvement étudiant s'est opposé à cette loi et s'est amplifié durant le premier semestre, pour atteindre plus de 30 universités bloquées en novembre.

### **Août 2007 - Bouclier fiscal (loi TEPA)**

Les principales centrales syndicales ainsi que le Syndicat National Unifié des Impôts (SNUI) n'ont eu de cesse de dénoncer le caractère inégalitaire et inefficace de ce dispositif.

### **Août 2007 - Peines planchers (loi sur la récidive)**

De nombreuses associations, du Syndicat de la Magistrature à la Ligue des Droits de l'Homme en passant par l'Union des Jeunes Avocats (UJA) ou la Conférence Permanente des Organisations professionnelles du social (CPO), ainsi que la totalité des partis de gauche et des syndicats progressistes ont dénoncé l'adoption de cette loi.

### **Octobre 2007 - Union pour la Méditerranée**

De nombreuses associations en Europe et dans les pays méditerranéens ont regretté que l'Union de la Méditerranée se concentre sur de simples enjeux économiques en ignorant totalement les questions démocratiques qui se posent dans cette région du monde

### **Novembre 2007 - Franchises médicales**

134 777 personnes ont signé l'appel contre les franchises médicales. Un collectif regroupant professionnels du soin, syndicats, partis politiques, acteurs du monde associatif ou médico-social, mutualistes, représentants des usagers et /ou usagers du système de santé s'est constitué et s'est mobilisé contre les franchises, pour l'accès aux soins de qualité pour tous.

### **Décembre 2007 - Discours de Latran**

De nombreuses organisations politiques, syndicales ou associatives (PS, Verts, PCF, CGT, Ligue de l'Enseignement) ont fait part de leur indignation après le discours de Latran. L'appel lancé par la Ligue de l'Enseignement a recueilli plus de 150.000 signataires.

### **Janvier 2008 - Rétention de sûreté**

15 500 personnes ont signé l'appel contre la loi sur la rétention de sûreté. Plus de 13 000 personnes ont signé l'appel pour son abrogation.

### **Février 2008 - Réforme de la carte judiciaire**

Fait inédit, le Syndicat de la Magistrature (SM) a appelé les magistrats à faire grève en novembre 2007. Il a été suivi par trois syndicats de fonctionnaires de la justice (USAJ, CGT, CGDT) et par l'Union syndicale des magistrats (USM).

### **Mars 2008 - Loi HADOPI**

36 500 personnes ont signé l'appel contre la loi « Création et Internet » initié par le magazine SVM. De nombreuses associations ou institutions se sont prononcées contre ce projet de loi dont l'April, l'Aful, l'Association des Bibliothécaires de France, la CNIL et l'Arcep.

### **Avril 2008 - Dérégulation du livret A**

Afin de demander une réelle concertation à ce sujet, un appel à la concertation a été lancé en mai 2008 par les associations d'élus locaux et les bailleurs sociaux, ainsi que les associations de ce secteur. Plusieurs pétitions circulent également en ligne, telles que celle du collectif « Pas touche au livret A ».

### **Avril 2008 - Loi autorisant les OGM**

Suite à une importante mobilisation citoyenne, les parlementaires ont repoussé en première lecture le texte présenté par le gouvernement. Toutefois, à force de menaces, le gouvernement a finalement fait adopter le projet de loi malgré de très vives réserves du monde universitaire et scientifique.

### **Juin 2008 - Fichier EDVIGE**

Face à la mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de citoyens (213.126 signataires) et de 700 associations réunis au sein du collectif « Non à Edvige », le gouvernement a été contraint de modifier le décret.

### **Juillet 2008 - Plan Banlieue**

L'association de maires Ville & Banlieue a dénoncé le manque d'ambitions de ce plan, notamment en matière de transports publics, de construction de logements sociaux et de désenclavement. Les financements pour 2009 sont quant à eux quasi-inexistants.

### **Juillet 2008 - Offre raisonnable d'emploi**

Lors d'une réunion du Comité supérieur de l'emploi, lundi 26 mai, les confédérations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC ont émis un avis négatif sur le projet de loi durcissant les obligations des chômeurs refusant deux offres "raisonnables" d'emploi.

### **Août 2008 - Privatisation de La Poste**

Des dizaines de milliers de postiers et d'usagers de La Poste ont manifesté le 24 novembre dans toute la France pour protester contre le projet de privatisation partielle de la Poste. Une pétition réunissant plus de 308.245 signatures a par ailleurs été remise au chef de l'État.

### **Septembre 2008 - Assouplissement de la carte scolaire**

Les manifestations du 20 novembre 2008 ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes en France et plus de 50% du corps enseignant s'était joint à la grève.

### **Octobre 2008 - Loi Boutin sur le logement**

L'appel unitaire "Un logement pour tous" a été signé par plusieurs dizaines d'associations oeuvrant dans le domaine du logement. De nombreuses manifestations ont été organisées partout en France durant près d'un mois.

### **Novembre 2008 - Loi sur la télévision publique**

La grève du 25 novembre 2008 a été suivie par près de 50% des salariés du secteur public audiovisuel tandis que plus de 5.000 professionnels manifestaient le même jour. Lors du débat parlementaire, 850 amendements ont été déposés, en particulier par les groupes de gauche.